



**SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX  
DU BASSIN VERSANT DE L'OUDON**

-----  
**COMMISSION LOCALE DE L'EAU**  
-----

**CONVENTION**

**ENTRE LE SYNDICAT DU BASSIN DE L'OUDON**

**ET LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU**

**pour la révision et le suivi de l'application  
du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux  
du bassin versant de l'Oudon**

**PROJET Juin 2021**

**CONVENTION ENTRE LE SYNDICAT DU BASSIN DE L'oudon ET  
LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU**  
pour la révision et le suivi de l'application  
du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux  
du bassin versant de l'Oudon

**Entre**

Le Syndicat du bassin de l'Oudon représenté par son Président, Monsieur Gilles GRIMAUD, dûment habilité à la signature de la présente par délibération du Comité syndical en date du **XXX**, et désigné dans ce qui suit par le syndicat,

**D'une part,**

**Et**

La Commission Locale de l'Eau du bassin versant de l'Oudon représentée par son Président, Monsieur Louis MICHEL, dûment habilité à la signature de la présente par délibération de la Commission Locale de l'Eau en date du **XXX**, et désignée dans ce qui suit par la C.L.E.,

**D'autre part,**

Il a été convenu ce qui suit,

<b>PRÉAMBULE</b>
------------------

Une Commission Locale de l'Eau a été créée en décembre 1997 pour élaborer, réviser et suivre l'application du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Oudon.

La C.L.E. n'est pas dotée de la personnalité juridique et ne peut pas être maître d'ouvrage. Il est donc nécessaire qu'une structure dite « structure porteuse » accepte d'assurer à sa place les missions d'ordre juridique et de gestion administrative et financière afin de lui permettre de mettre en œuvre les décisions qu'elle est amenée à prendre.

Entre 1997 et 2000, le Syndicat Mixte du Pays Segréen a été structure porteuse de la C.L.E. pour l'élaboration du S.A.G.E.

Le Syndicat de bassin de l'Oudon sud, créé en janvier 2001 pour assurer l'aménagement et la gestion hydrauliques du sud du bassin, a été structure porteuse de la C.L.E. entre 2001 et 2011.

En 2012, le SYndicat Mixte du Bassin de l'Oudon pour la lutte contre les Inondations et les Pollutions (SY.M.B.O.L.I.P.) devient structure porteuse de la C.L.E.

Le SY.M.B.O.L.I.P. a fusionné avec les Syndicats sud et nord le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour former le Syndicat du bassin de l'Oudon.

Le Syndicat du bassin de l'Oudon a la compétence pour porter la Commission Locale de l'Eau du bassin versant de l'Oudon.

Le S.A.G.E. a été approuvé par arrêté préfectoral le 4 septembre 2003. Il a été révisé par arrêté préfectoral du 8 janvier 2014.

Les deux parties prenantes souhaitent préciser leurs relations par le biais de la présente convention.

## **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention définit les relations entre le syndicat et la C.L.E. pour assurer la révision et le suivi de l'application du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Oudon conformément à la réglementation.

## **ARTICLE 2 – MISSIONS DE LA C.L.E.**

La C.L.E. doit procéder à la révision et au suivi de l'application du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

La C.L.E. décide également d'assurer les missions suivantes :

- faciliter la mise en œuvre du S.A.G.E.,
- communiquer et informer,
- évaluer le S.A.G.E.,
- actualiser ou modifier le S.A.G.E.,
- préserver la cohérence de bassin,
- porter des actions à l'échelle du bassin versant.

La C.L.E. peut se doter de nouvelles missions qui apparaîtraient nécessaires à l'occasion de modifications ou de révisions du S.A.G.E. et au fur et à mesure de l'avancement de sa mise en œuvre.

La C.L.E. peut être amenée à exercer de nouvelles missions définies par la réglementation.

Le syndicat accepte les missions décidées par la C.L.E. et entrant dans son champ d'action tel que défini ci-dessus.

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU SYNDICAT**

Le syndicat assure le rôle de support juridique, administratif et financier permettant à la C.L.E. d'assurer ses missions telles que définies à l'article 2 de la présente convention et ce, conformément aux décisions de la C.L.E.

A ce titre, il a la charge de :

- procéder aux actes budgétaires

Le syndicat

- vote le budget proposé par la C.L.E.,
- individualise comptablement les recettes et les dépenses liées à la C.L.E. au sein d'un budget annexe à son budget général,
- demande et perçoit les subventions des partenaires financiers sollicitées par le Président de la C.L.E.,
- demande et perçoit les participations des collectivités membres de la C.L.E. négociées par le Président de la C.L.E.,
- procède au règlement des engagements financiers décidés par la C.L.E., dans la limite des crédits disponibles au budget proposé par la C.L.E.

- d'assurer le soutien matériel et logistique de la C.L.E.

Le syndicat met à disposition, moyennant une participation de la C.L.E. au prorata de son utilisation, ses locaux, véhicules de service, matériels (machine à affranchir, photocopieur...) nécessaires au bon fonctionnement de la C.L.E.

- d'assurer le recrutement et la gestion du personnel de la cellule d'animation de la C.L.E. placé sous l'autorité du Président de la C.L.E. pour l'exercice des missions définies à l'article 2 de la présente convention et sous l'autorité territoriale du syndicat pour les règles de travail, d'hygiène et de sécurité.
- d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'actions décidées par la C.L.E.

- de participer à la préparation et à la conclusion de contrats financiers (Contrat Territorial, Contrat Régional de Bassin Versant,...) pour la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

#### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA C.L.E.**

La C.L.E. s'engage à

- communiquer au syndicat une proposition de budget,
- transmettre au syndicat toutes pièces nécessaires aux demandes ou versements de subventions,
- fournir au syndicat tout justificatif ou pièces particulières jugés nécessaires pour l'accomplissement de ses engagements.

#### **ARTICLE 5 – DURÉE DE LA CONVENTION - AVENANT**

La durée de la convention est celle de la durée du mandat des élus municipaux. Elle reste en vigueur jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention conclue dans les 6 mois qui suivent l'installation de la Commission Locale de l'Eau.

Le syndicat et la C.L.E. s'engagent, conjointement, à se tenir informés des difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans l'application de la présente convention, laquelle pourrait être modifiée par voie d'avenant.

En cas de modification des statuts du syndicat ou de la réglementation de la C.L.E. pouvant affecter les termes de la présente convention, les parties s'en tiennent informées. La notification de la modification susvisée par écrit vaut avenant et le transfert est immédiat.

#### **ARTICLE 6– RÉSILIATION**

En cas de non application des engagements, chacune des deux parties pourra dénoncer la présente convention, sur la base d'un argumentaire motivé, après mise en demeure restée sans effet au-delà d'un délai de 3 mois.

En cas de litige, la juridiction compétente pourra être saisie.

Fait en deux exemplaires originaux, À SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU,

Le XXX,

Le Président de la Commission Locale de l'Eau

Monsieur Louis MICHEL

Le Président du Syndicat du bassin de l'Oudon

Monsieur Gilles GRIMAUD